

COMMUNIQUE DE PRESSE

Transparence-International (France) appelle les dirigeants de l'Union Européenne et de l'OCDE à s'attaquer au « trou noir » de la finance clandestine

Paris, le 13 Octobre 2008 – Par la voix de son Président Daniel Lebègue, Transparence-International (France) se félicite des mesures fortes décidées pendant le week-end dans le cadre des réunions du G7, du FMI et de l'Eurogroupe, mais s'étonne de l'absence de toute référence et décision relative à ce qui constitue aujourd'hui l'une des menaces les plus graves pour le système financier international, à savoir la finance clandestine, celle des paradis fiscaux et judiciaires. Dans ces centres financiers règnent en effet l'opacité, l'absence de règles et, souvent, le refus de coopération avec les autres Etats.

On connaît la place importante qu'occupent la cinquantaine de centres offshore dans la finance mondiale : plus de 400 banques, deux tiers des 2000 hedge funds et deux millions environ de sociétés écran y sont hébergés et gèreraient, selon les dernières estimations disponibles, de l'ordre de 10 000 milliards de dollars d'actifs financiers.

Il n'y aura pas de reconstruction crédible du système financier international s'il n'est pas porté remède à cette situation dangereuse et contraire aux impératifs de stabilité, d'éthique collective et de développement des pays les plus pauvres.

Transparence-International (France) présentera, avec d'autres associations et ONG, ses propositions en la matière jeudi 16 octobre à 11 heures, au Centre d'Accueil de la Presse Etrangère (Grand Palais - Perron Alexandre III, Cours la Reine, 75008 Paris).

Contacts TI-France :

Daniel Lebègue, Julien Coll, Myriam Savy

Tel.: 01 47 58 82 08

transparence@free.fr

###

***Transparence-International (France)** est la section française de **Transparency International (TI)**, la principale organisation de la société civile qui se consacre à la lutte contre la corruption. TI sensibilise l'opinion publique aux effets dévastateurs de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile afin de développer et mettre en œuvre des mesures visant à l'enrayer.*